RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE

Axe Lombwa – Kabeya mayi, Territoire de Nyunzu,Province du Tanganyika

Octobre 2019

Points saillants

Sécurité alimentaire

- 58% des ménages ont un SCA inférieur à 28
- 88% des ménages utilisent des stratégies de survie néfastes pour leur santé
- 4% des ménages souffrent d'une faim sévère

AME et Abris

- 75% des ménages un Score AME supérieur à 3
- 67% des ménages ont un score card Abri supérieur à 3

EHA

- 35% des ménages n'ont pas accès à une source d'eau protégée fonctionnelle ;
- 14% des ménages n'ont pas accès à une latrine hygiénique

Santé

- Il y a deux centres de santé, qui ont des besoins dont un seul CS Masamba qui a besoin en EHA, et médicaments…
- 288 cas de paludisme et 477 cas de malnutrition enregistrés pour les enfants de moins de 5 ans pour les trois derniers mois

Education

- 59% des enfants déplacés en âge d'aller à l'école sont actuellement déscolarisés
- Respectivement 89% des enfants issus de FA 30% des enfants issus de NFA sont actuellement déscolarisés

Protection

- 11% des femmes sont enceintes ou allaitantes 3% des personnes âgées sans ressources en charge de mineurs ce sont les type de catégorie de personnes vulnérables la plus nombreuse au sein de la population

Logistique

- La route est accessible par par moto, vélo et par land cruiser 4x'4, autres engins lourds et la route est plane en terre battue,
- La route est accessible par land cruiser, Moto, Vélo, camion

Couverture téléphonique

L'axe est couvert partiellement par deux opérateurs mobiles :

- Opérateur n°1 Vodacom
- Opérateur n°2 Airtel
- Opérateur n°3

Contexte

L'axe Lombwa - Kabeya mayi est situé dans la chefferie du nord Lukuga, dans la zone de santé de Nyunzu, du territoire de Nyunzu, appartenant à la province du Tanganyika.
Depuis le 30 août 2019, des affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les miliciens APA na Pale ont eu lieu, obligeant les habitants de la zone d'affrontement (villages de Senga, Kilwa, Kasolo, Kankwala, Panda, Kayuba, Kukendi, Katala, Mitiba, Kahukuhuku, Katala, Mukumbe, Kabila et Tambwena) à fuir. Ces évènements ont entrainé le déplacement d'environ 850 ménages déplacés, soit 4225 personnes qui se sont installées respectivement dans le site spontané de Kayunzu et celui de Kabeya mayi ainsi que dans les villages de Lombwa, Kayunzu, Nsupa, Muhuya Masamba et Kabeya Mayi. Le 11 septembre 2019, l'Organisation Internationale pour l'Immigration (OIM) a lancé une évaluation rapide (Emergency tracking tool, ETT) dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations dans les sites de déplacement ou les communautés hôtes, à travers de visites sur le terrain et d'entretiens avec des informateurs clés.
Avec le soutien de la Commission Européenne (ECHO), ACTED a organisé une évaluation multisectorielle du 06 au 10 octobre 2019 dans les villages de Lombwa, Kayunzu, Nsupa, Muhuya, Masamba et Kabeya Mayi sur l'axe Lombwa - Kabeya Mayi, dans le but de collecter les informations liées aux vulnérabilités de la population en termes de sécurité alimentaire, Articles Ménagers Essentiels (AME), Abris, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), santé, protection et éducation.
La situation sécuritaire est relativement calme sur l'étendue de l'axe et on note la présence des FARDC et de la Police Nationale Congolaise (PNC), positionnés tous deux à Kabeya Mayi, à plus de 35 kilomètres de Nyunzu.
Au moment de cette évaluation menée par ACTED, l'organisation CONCERN Worldwilde intervenait sur l'axe, dans les villages de Lombwa, Kayunzu, Katwangaba, Masamba, Masala et Massada, dans les secteurs de l'EHA (Eau, Hygiène et Assainissement) ainsi que dans la construction d'abris.
L'axe évalué n'est pratiquement pas couvert par un réseau téléphonique, à l'exception des villages de Sumpa, Kayunzu et Muhuya qui sont couverts par les réseaux téléphoniques Airtel et Vodacom. Aucune agence de transfert ou d'institution bancaire n'existe dans la zone.

Méthodologie et limites de l'enquête

Les données primaires ont été collectées par le biais d'un questionnaire ménage administré auprès d'un échantillon de 100 ménages, comprenant 30% de ménages autochtones non famille d'accueil, 30% de ménages autochtones famille d'accueil et 40% de ménages déplacés.
Des données qualitatives ont également été collectées lors de groupes de discussion organisés dans les villages Lombwa, Kayunzu, Nsupa, Muhuya Masamba et Kabeya Mayi en présence de représentants des déplacés et de représentants autochtones. En complément, les équipes d'ACTED ont conduit une série d'entretiens individuels avec les représentants de comité des déplacés, les infirmiers titulaires, les acteurs humanitaires présent dans la zone, les chefs des villages pour vérifier la fiabilité des informations obtenues. Les équipes ACTED ont ensuite visité les sites de déplacés les écoles, centres de santé, les services étatiques. Enfin, les équipes ont procédé à une analyse de marché dans la cité de Nyunzu pour évaluer le prix et la disponibilité des denrées dans la zone. Cette enquête a rencontré quelques limites particulières. Notamment, il a été observé sur l'axe que certains ménages et même directeurs d'école pensaient que l'équipe ACTED était venue pour l'enregistrement des bénéficiaires pour une probable assistance. L'équipe ACTED a donc pris le temps de bien expliquer les objectifs de cette mission d'évaluation, mais il est tout de même probable que les réponses données par les ménages et autres répondants aient été biaisées, du fait qu'ils espéraient probablement une assistance.

Démographie

Douze villages sont présent sur l'axe (Kayunzu, Masenda, Malalombo, Musululu, Muhuya, Sumpa, Masala, Masamba, Katwangoba, Kalundu, Lombwa et Kabeya mayi) comprenant 2657 ménages dont 1487 ménages déplacés (56%) et 1170 ménages autochtones (44%). La démographie de l'axe évalué est présentée en annexe 1 de ce rapport.

Profil socio-économique et accès au marché

Avant la crise, les ménages vivaient quasi-exclusivement de la **vente des produits agricoles** (**96%**) et accessoirement de la vente de produits d'élevage (2%), du produit de la pisciculture et de la pêche (1%) ainsi que du travail journalier (1%). Actuellement les deux principales sources de revenu des ménages sont la vente de produits agricoles (**54%**) et le travail agricole dans le champ d'un tiers (**40%**) ; 2% exercent la vente de produits d'élevage, tandis que 2% exercent le travail journalier non régulier, 1% la vente de produits de la pisciculture y compris de la pêche et 1% pratiquent la mendicité. Cependant si l'on analyse les sources de revenus selon le statut, on constate une distinction nette entre ménages déplacés et ménages autochtones. En effet, **97% des ménages déplacés travaillent dans le champ d'un tiers** alors qu'ils travaillaient à proportion égale (97%) dans leurs propres champs avant la crise. Contre **90% des ménages autochtones** qui **ont pour source la vente de produits agricoles**.

Le revenu mensuel moyen des ménages a diminué de **64%** depuis la crise, **passant de 72 857 FC avant la crise à 26 047 FC actuellement**. Les ménages les plus affectés sont les ménages déplacés, dont le revenu mensuel moyen est passé de **78 762 FC** à **15 214 FC** actuellement, soit une baisse de **81%**.

Par ailleurs, **84%** des ménages sont actuellement endettés avec une **dette moyenne estimée à 16 467 FC,** représentant **63%** du revenu mensuel moyen actuel des ménages. 97% des ménages autochtones non famille d'accueil sont endettés avec un endettement moyen de 22 066 FC. Au moment de cette évaluation, **25% des ménages disposaient d'argent liquide** avec en moyenne 2 060 FC par ménage.

Pour s'approvisionner en denrées alimentaires et autres produits manufacturés, les ménages se déplacent vers le **marché de Nyunzu** (situé à 35km de Kabeya Mayi - localité la plus éloignée - et à 8km de Lombwa, localité la plus proche). Ce marché est ouvert tous les jours. Par ailleurs, il a été constaté par les commerçants une hausse des prix sur le marché suite à la présence des déplacés dans la zone et la coupure du pont sur la rivière Lukuga, ce qui rend difficile l'approvisionnement du marché par les véhicules. Au moment de cette évaluation, **11%** des ménages en moyenne disposaient d'un stock alimentaire, dont 23% des ménages non famille d'accueil (NFA) 10% des familles d'accueil (FA) et 3% des ménages déplacés.

Figure 1: Revenu mensuel moyen des ménages avant la crise et actuellement (en FC)

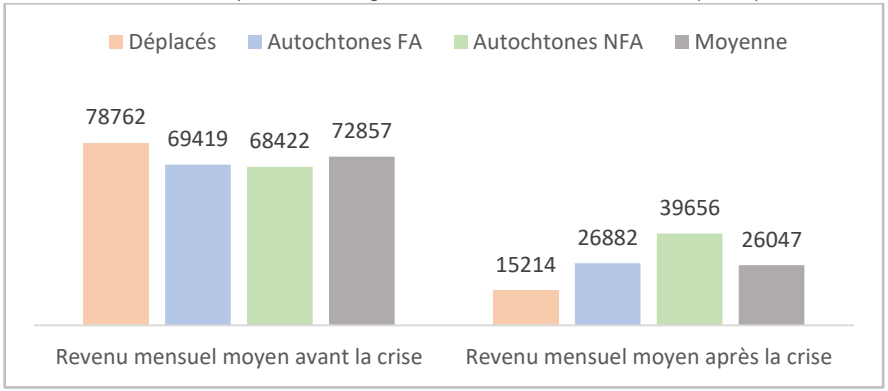
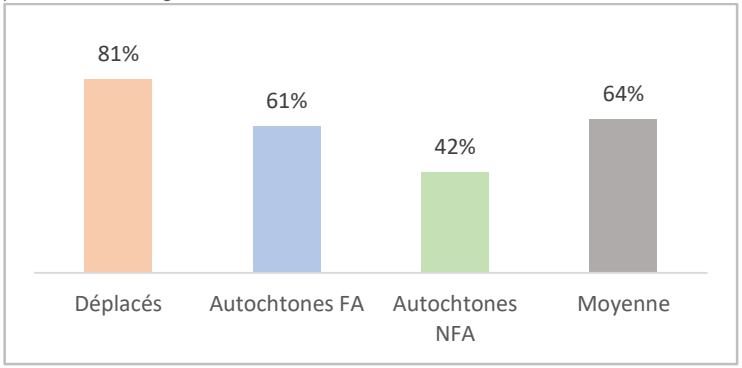


Figure 2: Proportion de ménages endettés



Accès à la terre et pratiques agricoles

Avant la crise, 100% des ménages avaient accès à la terre et 100% pratiquaient l'agriculture, alors qu'actuellement 74% ont accès à la terre et 72% pratiquent l'agriculture. Si la situation des ménages autochtones famille d'accueil comme non famille d'accueil est restée constante, la situation des ménages déplacés s'est considérablement dégradée puisque seuls 40% d'entre eux ont aujourd'hui accès à la terre et seulement 33% pratiquent l'agriculture. Par ailleurs, l'accès à la terre pour les ménages déplacés ne constitue pas un problème en soi selon les participants réunis en groupes de discussion. En effet, il a été remonté que celui qui veut cultiver doit s'adresser au chef du village et ce dernier lui donne l'autorisation de cultiver. Après la récolte, le ménage est « invité » à donner une petite partie de sa récolte au chef de village, en guise de reconnaissance.

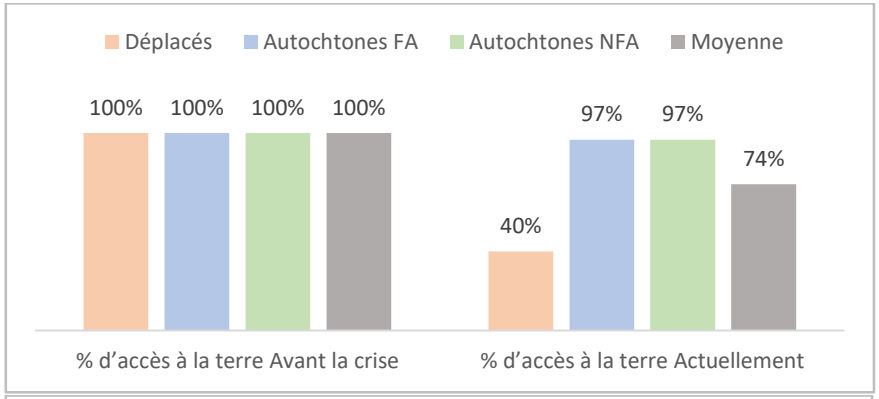
Le manioc et l'amarante sont les deux principales semences cultivées par les ménages ce qui coïncide aussi avec leurs préférences si des semences de meilleure qualité avaient été disponibles. La crise donc pas eu d'impact en la matière sur l'activité agricole des ménages.

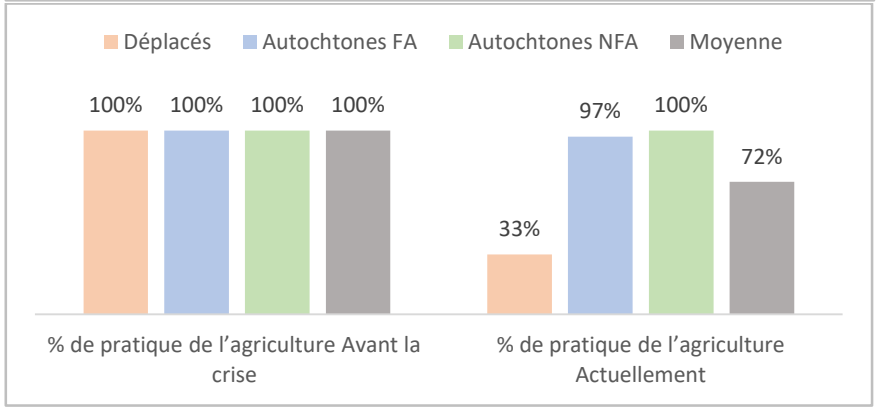
Les contraintes auxquelles les ménages font face actuellement dans le secteur agricole concernent principalement le manque de semences (95%), le manque d'outils (63%), le manque de main d'œuvre (32%) et le manque de terre (26%).

Tableau 1 - Pratiques et préférences agricoles des ménages

Importance des pratiques actuelles			Préférences si des semences de qualité étaient disponibles		
	Vivrières	Maraîchères		Vivrières	Maraîchères
1	Manioc	Amarante	1	Manioc	Amarante
2	-	-	2	Mais	Tomate
3	-	-	3	Arachide	-

Figures 3: Activités génératrices de revenu des ménages avant la crise et actuellement



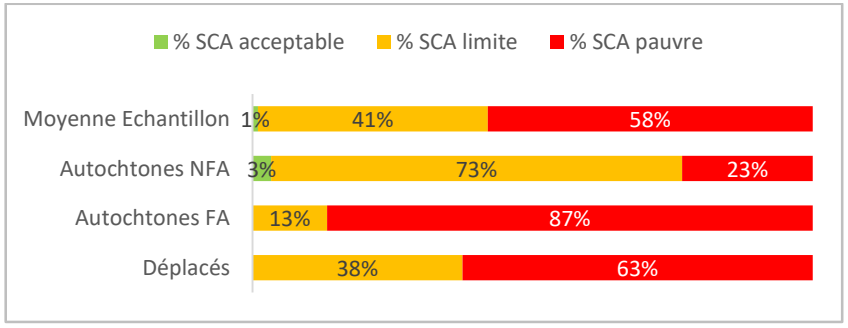


Sécurité alimentaire

❖ Score de consommation alimentaire (SCA)

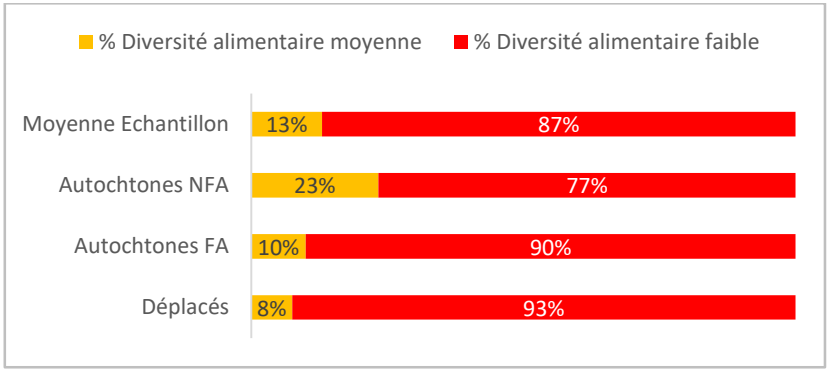
Le SCA moyen des ménages enquêtés est de 27,2 et 58% des ménages se trouvent dans une situation de vulnérabilité sévère avec un SCA inférieur à 28 (SCA pauvre). Ces ménages consomment essentiellement des huiles et graisses, des céréales et des tubercules ainsi que des légumes et feuilles à raison de 6 fois en moyenne par semaine pour chacun des groupes. Les ménages les plus vulnérables sont les ménages autochtones familles d'accueil avec 87% d'entre eux ayant un SCA pauvre. Par ailleurs, ce faible score de consommation alimentaire serait lié également aux problèmes structurels, tels que les problèmes liés aux cultures. Les ménages ne disposant pas de semences améliorées, utilisent des semences ne fournissant pas une production considérable pour satisfaire les besoins alimentaires. Les difficultés liées à l'insuffisance de nourriture ne sont pas seulement liées à la pression exercée sur les ressources par l'arrivée de déplacées. En effet, les données collectées auprès des structures de santé démontrent, qu'au cours des six mois ayant précédé l'enquête, 477 cas de malnutrition recensés concernent les enfants de moins de cinq ans.

Figure 4: Score de consommation alimentaire des ménages (par statut)



❖ Score de diversité alimentaire (SDAM)

Le SDAM moyen des ménages est de 3,5 et 87% des ménages ont un SDAM faible (inférieur ou égal à 4). Les ménages les plus vulnérables sont les ménages déplacés, 93% d'entre eux ayant un SDAM faible. Une large majorité des aliments consommés par les ménages provient de la production propre des ménages (46% des céréales, 14% des tubercules, 45% des légumes et feuilles). Les deux autres sources les plus courantes sont le travail contre nourriture (40% des céréales, 15% des tubercules et 12% des légumes et feuilles) et l'emprunt (18% des tubercules, 8% des céréales et 5% des légumes et feuilles). En raison des faibles revenus des ménages, les autres groupes d'aliments tels que la viande, le poisson, et les autres protéines animales (lait et produits laitiers) sont très peu consommés.



❖ Indice des stratégies de survie

L'ISS simplifié moyen des ménages enquêtés est de 26,8. Les stratégies négatives de survie les plus utilisées par les ménages sont la consommation d'aliments moins coûteux ou moins préférés (par 100% des ménages, 4 fois par semaine), l'emprunt d'aliments ou le recours à l'aide des amis/voisins/famille (par 93% des ménages, 3 fois par semaine) et la réduction de la quantité des repas (par 99% des ménages, 4 fois par semaine). Par

ailleurs, 85% des ménages déplacés en moyenne et 90% des ménages autochtones FA ont utilisé les stratégies de survie de l'ISS simplifié. 90% des ménages autochtones NFA ont eu recours à au moins une stratégie de survie.

L'ISS adapté s'élève à 34,9. En plus des cinq stratégies qui composent l'ISS simplifié, l'ISS adapté prend en compte deux stratégies supplémentaires : la consommation du stock de semences de la prochaine saison et la récolte/consommation des cultures immatures. Ainsi, sur les sept jours ayant précédé cette enquête, 53% des ménages ont consommé une fois le stock des semences de la prochaine saison à raison d'une fois au cours de la dernière semaine, tandis que 51% ont récolté/consommé des cultures immatures à raison d'une fois au cours de la dernière semaine. Il est à noter que seulement 29% des ménages déplacés ont eu recours à cette stratégie de survie. En effet, ces derniers (déplacés) ne peuvent pas consommer des cultures immatures, ou même consommer le stock de semences ou alimentaires, comme la majorité ne possèdent ni terres, ni stocks dans leur lieu d'accueil actuel.

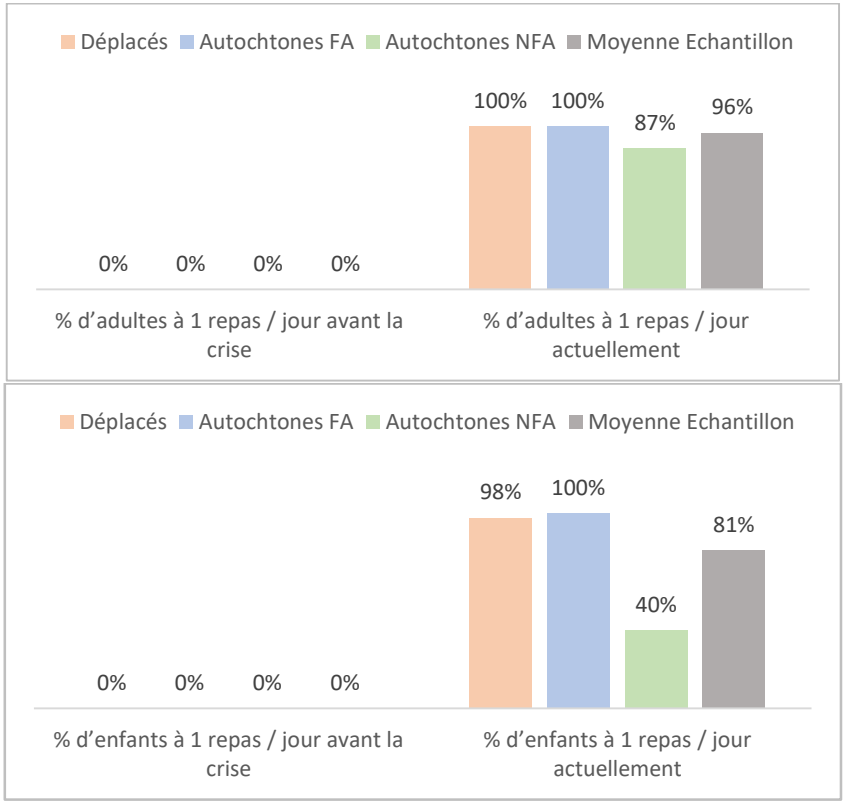
Tableau 2: Indice des stratégies de survie simplifié et adapté

	ISS Moyen Simplifié	ISS Moyen Adapté
Déplacés	28,8	29,2
Autochtones FA	33,0	46,7
Autochtones NFA	17,8	30,7
Moyenne Echantillon	**26,8**	**34,9**

❖ Nombre de repas journaliers

Avant la crise, les adultes prenaient en moyenne 2,3 repas par jour et les enfants 2,4 alors qu'actuellement les adultes prennent 1 repas par jour et les enfants 1,2 repas. Par ailleurs, la proportion d'adultes ne consommant qu'un seul repas par jour est passée de 0% avant la crise à 96% actuellement. Pour les enfants, cette proportion est passée de 0% à 81% actuellement. Par ailleurs, 30% des ménages autochtones famille d'accueil ont affirmé partager les repas avec les déplacés qu'ils hébergent.

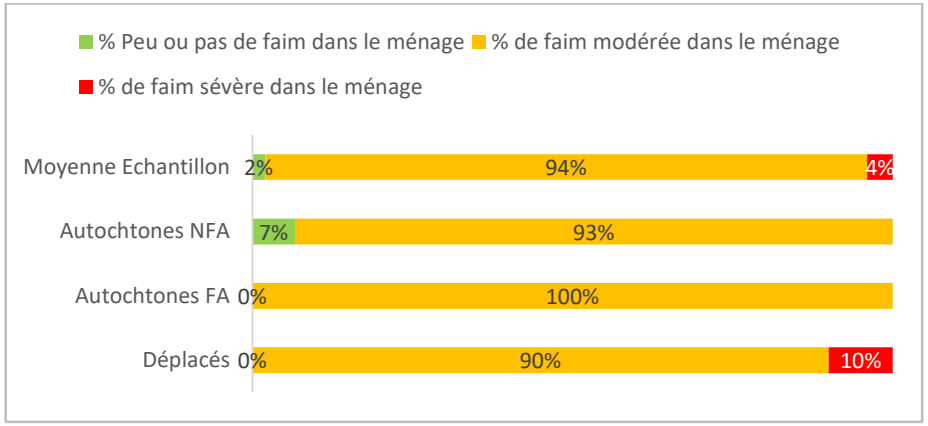
Figure 5 Proportion d'adultes et enfants ne consommant qu'un repas par jour



Indice domestique de la faim dans les ménages

D'après le graphique ci-dessous, on voit que **94%** des ménages souffrent de faim modérée tandis que **4%** des ménages souffrent de faim sévère. Seuls **2%** de ménages ne souffrent que de peu ou pas de faim. Les ménages déplacés sont les plus vulnérables, avec **10%** d'entre eux souffrant d'une faim sévère.

Figure 6: Indice domestique de la faim



Abris et articles ménagers essentiels

En matière d'abris, la surface moyenne occupée par personne au sein des abris est de **1,6 m²**. **66%** des abris ont des **murs en briques adobe**, tandis que 24% ont des murs en en paille et 10% en paille/roseau et stick d'arbres/bambous. **99%** des toitures sont en **paille/chaume.** Au sein de **15%** des abris, il existe une **promiscuité importante entre grands enfants et parents** (28% des ménages déplacés vivent ce type de promiscuité) tandis qu'au sein de **7%** des abris, il existe une **promiscuité entre grands enfants**.

58% des ménages déplacés vivent **en famille d'accueil**. Par ailleurs, **42%** des ménages déplacés vivent dans des **sites spontanés d'urgence, localisés à Lombwa, Kayunzu, Kalombo et Kabeya mayi**.

Le score Card AME moyen des ménages enquêtés est **3,5** et **75%** des ménages se trouvent dans une situation de vulnérabilité critique (score card AME supérieur à 3 selon la classification du RRMP). Les ménages les plus vulnérables sont les **ménages autochtones familles d'accueil** avec **93%** d'entre eux présentant un score card AME supérieur à 3 (score card AME moyen de 3,8).

En termes de disponibilité des articles, on constate que les ménages n'ont, en moyenne, qu'une capacité de stockage par bidons d'eau qui s'élève à 20,1 litres. Les ménages ne disposent que de 0,8 couverture/drap et de 1,3 outils aratoires par ménage. Les ménages ont souhaité recevoir, par ordre de préférence, des casseroles, des assiettes, bidons, matelas, habits pour enfant, nattes, bâches, bols métalliques, gobelets métalliques et savons de lessive.

Figure 7: Proportion de ménages ayant un score card AME égal ou supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique)

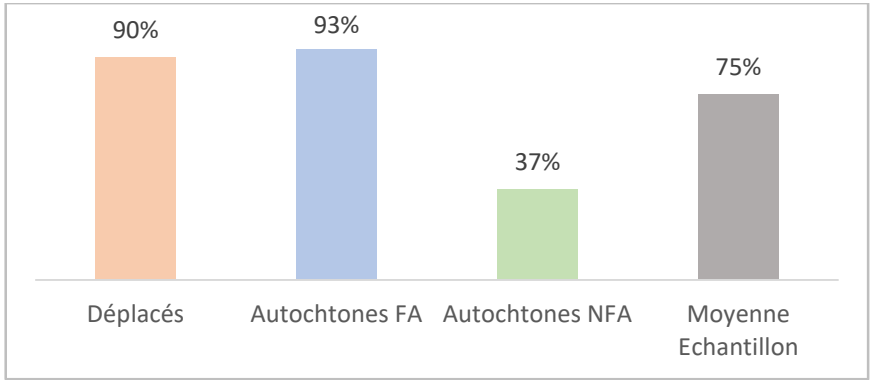


Tableau 3 : Nombre moyen d'articles possédés par ménage

En nombre d'articles	Déplacés	Autochtones FA	Autochtones NFA	Moyenne
Capacité totale bidons rigides (en litres)	13,5	20,0	28,8	20,1
Casseroles de 5L et +	0,9	0,8	2,8	1,4
Bassines	0,6	0,5	0,8	0,6
Outils aratoires	1,2	1,2	1,7	1,3
Supports de couchage	1,2	1,0	1,6	1,3
Couvertures/ draps	0,4	0,6	1,5	0,8
Habits complets pour femme	1,8	1,8	1,8	1,8
Habits complets pour enfant	1,8	1,0	2,0	1,6

Education

Quatre écoles primaires et deux écoles secondaires existent et ont été enquêtées sur l'axe. Elles se trouvent dans les villages de Kalombo, Katwangaba, Kabeya mayi, Kalenge, Masamba. Par ailleurs, il est à signaler que le village Kalombo dispose d'une école primaire (EP Babingwa) qui a accueilli spécialement les enfants de ménages déplacés ; ces élèves étudient dans des conditions très difficiles, avec l'absence de pupitres, de tableaux et certains élèves qui sont obligés d'étudier sous l'arbre, faute de place dans l'école.

1219 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires et secondaires au début de l'année scolaire 2018-2019. Au jour de l'évaluation, on observe une augmentation du nombre d'élèves inscrits qui est passée à 1613 élèves, soit une augmentation de 394 élèves selon les estimations de chefs d'établissements scolaires). Cette augmentation des effectifs s'explique, en partie, par le mouvement de déplacement de la population mais aussi par la gratuité de l'enseignement primaire dans la zone, ce qui a encouragé les parents déplacés à inscrire leurs enfants dans les écoles de ces villages d'accueil.

Par ailleurs, 59% des enfants de 6 à 11 ans des ménages déplacés enquêtés sont déscolarisés, ainsi que 89% des enfants autochtones famille d'accueil et 30% des enfants des autochtones non famille d'accueil. Quasiment aucune des écoles visitées, à l'exception de l'EP LEYA de Kabeya mayi (construite en matériaux durables avec l'appui de la Caritas), ne dispose de bâtiments adéquats, construits en matériaux semi-durables (planches et briques adobe, sticks, pailles) et étant en mauvais état. Par ailleurs, deux écoles (EP Leya dans le village Kabeya mayi et EP Babinga dans le village Lombwa) ont chacune une latrine à deux portes construites par l'organisation Solidarités Internationale en 2019. Les autres écoles ne disposent pas d'infrastructures EHA adéquates. Les besoins prioritaires pour ces écoles sont la réhabilitation des salles de classe ainsi que l'approvisionnement en manuels scolaires et autres matériels didactiques.

Tableau 4: Indicateurs liés à l'éducation (avant la crise et actuellement)

	Avant la crise	Actuellement
Nombre d'écoles (primaires/secondaires) ouvertes	6	6
Nombre de salles de classes opérationnelles	36	36
Proportion d'enfants de 6-11 ans déplacés déscolarisés	7%	59%
Proportion d'enfants de 6-11 ans autochtones familles d'accueil	11%	89%
Proportion d'enfants de 6-11 ans autochtones non familles d'accueil	0%	30%
Nombre d'enfants qui fréquentent une école primaire ou secondaire	1219	1613

Santé

Deux centres de santé existent et ont été enquêtés sur l'axe. Ils se trouvent respectivement à Kabeya mayi (à 6 km du village Mansenda) et à Masamba (à 14 km de Lombwa). Les bâtiments de ces centres de santé (en briques adobe et tôles) se trouvent dans un mauvais état.

Le prix d'une consultation est de 7500 FC en moyenne pour tous les catégories des ménages (déplacés et autochtones). Les ménages ont des difficultés pour payer ces frais de santé car leurs revenus mensuels sont insuffisants. Ces centres de santé ne disposent de points d'eau. Cependant, quelques installations sanitaires y étaient visibles : latrines non hygiéniques, fosse à placenta, incinérateur, fosses à ordure et impluvium.

Les maladies les plus fréquentes enregistrées dans les structures de santé sont les cas de paludisme, d'infection respiratoire aigüe, de malnutrition, de diarrhée simple, de fièvre typhoïde (voir annexe 2). Par ailleurs, 57% des chefs de ménages interrogés ont déclaré qu'au moins un de leurs enfants de moins de 5 ans a eu la diarrhée au cours des deux semaines ayant précédé l'enquête.

Eau, Hygiène et Assainissement

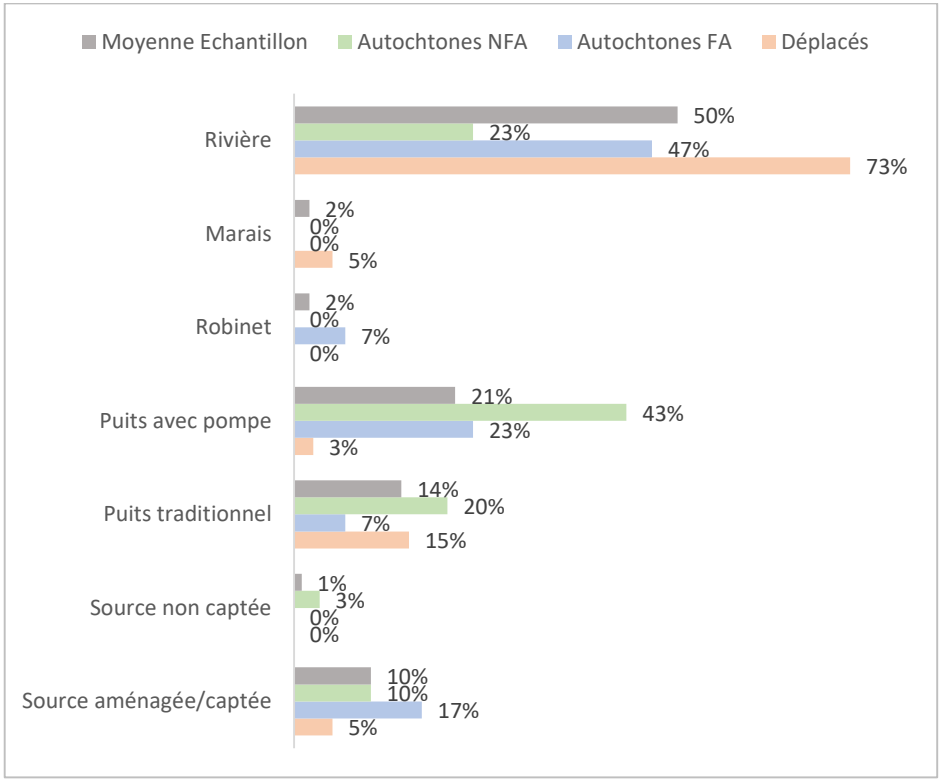
Au total, 12 points d'eau existent sur l'axe ; il s'agit de 6 puits avec pompe construits par l'organisation Concern Worldwide en 2019 dans les villages de Lombwa (1), Kayunzu (1), Mansenda (1), Muhuya (1), Kabeya may (1) et Katwangaba (1). Par ailleurs, il existe aussi trois sources aménagées construites par l'organisation Solidarités Internationale en 2019 dans les localités de Masala (1), Masamba (1) et Musululu (1). Trois 3 sources non aménagées existent aussi à Kalundu (1), Sumpa (1) et Kalombo (1).

La proportion des ménages ayant accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500 mètres de leur domicile a légèrement diminué, passant de 51% avant la crise à 35% actuellement. Cette baisse pourrait s'expliquer par la détérioration des certains points d'eau, notamment c'est le cas de la source aménagée du village Masamba, du puits avec pompe de Kabeya mayi et la surcharge en termes d'utilisation des points d'eau de Kayunzu et Lombwa, suite à la présence de déplacés.

50% des ménages ont essentiellement recours à l'eau des rivières pour l'eau de boisson, avec 73% des ménages déplacés qui utilisent cette source d'eau.

50% des ménages ont essentiellement recours à l'eau des rivières pour l'eau de boisson, avec 73% des ménages déplacés qui utilisent cette source d'eau. Avant la crise, les ménages consommaient en moyenne 57 litres d'eau par jour (dont 21 litres pour l'eau de boisson et 36 litres pour les autres activités ménagères) tandis qu'actuellement ils consomment 36 litres d'eau par jour, dont 13 litres pour l'eau de boisson et 23 litres pour les autres activités ménagères. Avec une taille moyenne de 8,5 personnes par ménage, cela revient à une consommation par personne et par jour de 4,2 litres, ce qui est largement inférieur aux 15 litres d'eau par jour et par personne recommandés par les normes SPHERE.

Figure 9 : Principales sources d'approvisionnement des ménages en eau de boisson (actuellement)



L'accès à une latrine hygiénique sur l'axe enquêté est problématique puisque **seuls 14% des ménages ont accès à une latrine hygiénique**, contre 93% avant la crise. Par ailleurs, seuls **8%** des ménages déclarent utiliser du savon ou de la cendre pour le lavage des mains actuellement. Comme mentionné précédemment, **57%** des ménages ont affirmé qu'au moins un de leurs enfants de moins de 5 ans a été victime de **diarrhée** dans les 2 semaines ayant précédé l'enquête. Un des principaux facteurs pourrait, de ce fait, être la consommation d'eau impropre, l'absence de structures sanitaires hygiéniques et les mauvaises habitudes d'hygiène. Lorsque les enfants ont la diarrhée, **35% des parents préfèrent donner des médicaments traditionnels**, tandis que seuls 2% des parents uniquement préfèrent aller à l'hôpital avec leurs enfants

Tableau 5: Indicateurs liés à l'eau, l'hygiène, l'assainissement et la santé (avant la crise et actuellement)

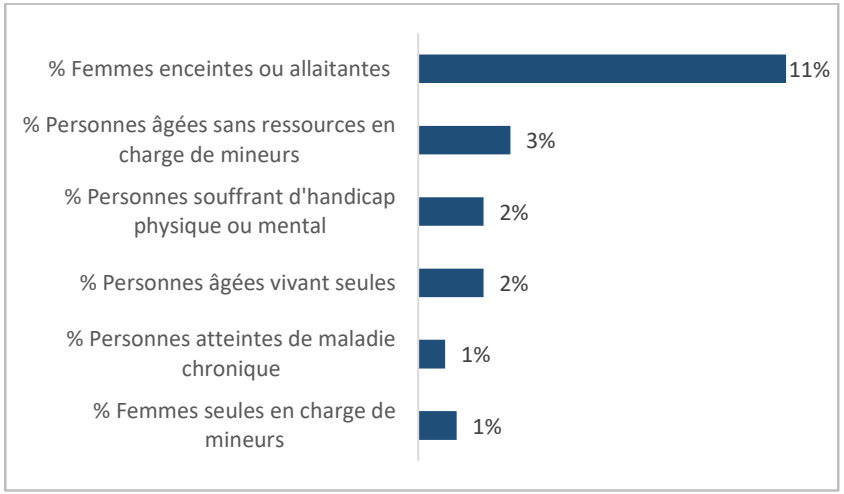
	Avant la crise	Actuellement
Nombre de litre d'eau moyen consommé par jour et par ménage	21	13
% de ménages ayant accès à une source d'eau protégée fonctionnelle à moins de 500m du domicile	51%	35%
% de ménages ayant accès à une latrine hygiénique	93%	14%
% de ménages utilisant de l'eau et du savon pour se laver les mains%		8%
% de ménages ayant une installation pour se laver les mains près des latrines		0%
% de ménages se lavant les mains avant le repas et après s'être allé aux		23%
Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans dans les deux semaines précédant l'enquête		57%

Protection

67% des ménages déclaraient pouvoir se déplacer en sécurité dans les alentours de leur village avant la crise et cette proportion est de 66% actuellement. Aucune structure judiciaire/gestion des plaintes n'existe sur l'axe. Par ailleurs, les cas de conflits sont traités par les chefs de localité et les autorités administratives au niveau de Nyunzu.

Par ailleurs, les femmes enceintes ou allaitantes sont la catégorie de personnes vulnérables la plus présente au sein de la population enquêtée (au sein de 11% des ménages).

Figure 8: Personnes vulnérables au sein de la population



Besoins prioritaires exprimés par les ménages

Les besoins prioritaires exprimés par les ménages sont :

- Nourriture
- Vêtements
- Kits de couchage.

Perspectives et recommandations

Au vu des différentes données présentées tout au long de ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages, il est nécessaire de formuler quelques recommandations stratégiques/opérationnelles en vue d'un appui aux populations de l'axe visé par cette évaluation.

Activités génératrices de revenus

Depuis la crise, le revenu moyen mensuel a chuté de 64% en moyenne pour tous les ménages et 84% des ménages sont actuellement endettés, avec une dette moyenne de 16467 Francs Congolais. Cela représente 63% de leur revenu mensuel actuel. L'agriculture étant la première source de revenus des ménages de l'axe, ACTED recommande une intervention humanitaire dans la relance agricole vivrière et maraichère (distribution des outils aratoires et de semences). En parallèle, cette relance agricole devra s'accompagner de séances de sensibilisation des agriculteurs sur la diversification des semences dans les champs et sur l'importance des cultures maraîchères. Il a aussi été constaté sur l'axe l'absence de moulins adéquats pour la transformation du manioc. Il serait donc intéressant de doter des ménages de moulins de transformation afin de relancer leur économie.

Sécurité alimentaire

Au vu des différents indicateurs de sécurité alimentaire présentés plus haut, et dont les résultats sont inquiétants nous recommandons qu'une assistance alimentaire d'urgence soit organisée au profit des ménages vulnérables. Cette assistance alimentaire devrait s'organiser sous forme de foire alimentaire afin de donner la chance aux ménages d'acheter les denrées de leurs choix. L'axe ne dispose certes pas de marché opérationnel, mais il serait possible de recourir aux commerçants du marché de Nyunzu afin d'organiser cette foire alimentaire.

Abris et Articles Ménagers Essentiels

58% des déplacés vivent dans des familles d'accueil et 48% sur des sites spontanés d'urgence. Par ailleurs, la surface habitée par personne/abri est de 1, 6m^2 et il existe une promiscuité entre grands enfants et parents dans 15% des ménages et une promiscuité entre grands enfants de plus de 12 ans dans 7% des ménages. Pour ce secteur, il faut donc apporter une assistance en abris d'urgence pour les ménages déplacés vivant sur l'axe, ainsi qu'une assistance en abris/constructions locales au bénéfice des ménages autochtones vulnérables de l'axe. Pour ces derniers, il serait intéressant d'impliquer les ménages dans la construction de leurs abris, notamment dans la fabrication des briques adobe

Le score AME moyen est de 3,5 et 75% des ménages présentent une vulnérabilité sévère en AME avec un score card AME supérieur à 3. Pour ce secteur, nous recommandons, l'organisation d'une foire aux AME sur l'axe, en recourant aux commeçants de Nyunzu notamment.

Education

L'axe compte quatre écoles primaires et deux écoles secondaires. La plupart de ces écoles sont construites en briques adobes et en paille avec des murs en mauvais état. Aucune de ces écoles ne dispose d'infrastructures EHA adéquates. Par ailleurs, 59% d'enfants déplacés, 89% d'enfants autochtones famille d'accueil et 30% d'enfants autochtones non famille d'accueil n'ont plus accès à l'école, car leurs parents ne disposent pas de suffisamment de moyens financiers. Par conséquent, pour ce secteur, nous recommandons **la réhabilitation des écoles visitées en mauvais état** et **l'aménagement des infrastructures EHA (latrines, installations de lavages des mains, impluvium)**. Afin d'encourager le retour à l'école des enfants, il est nécessaire d'organiser des **séances de sensibilisation sur l'importance de la scolarisation des enfants**.

Santé

L'axe enquêté compte deux centres de santé qui ont des besoins en infrastructures EHA (fosse à placenta, fosse à ordure et stations de lavage des mains), en équipements médicaux et en médicaments. Pour ce secteur, nous recommandons **la réhabilitation des bâtiments en mauvais états** (notamment ceux du CS de Masamba), **la dotation du centre de santé en médicaments et équipements médicaux**, ainsi que **l'aménagement de fosses à placenta, fosses à ordures et stations de lavage des mains** dans ces centres de santé.

Par ailleurs, la distance est l'une de cause empêchant les populations d'aller se faire soigner, car certains villages sont situés à plus de 14 km du CS le plus proche. **La construction d'une structure de santé supplémentaire** sur l'axe devrait donc aussi être envisagée.

Eau, Hygiène et Assainissement

65% des ménages n'ont pas accès à une source d'eau protégée et fonctionnelle a moins de 500 mètres du domicile et 86% n'ont pas accès à une latrine hygiénique. Par ailleurs, seuls 8% des ménages ont affirmé utiliser régulièrement du savon ou de la cendre pour le lavage des mains. Ce manque d'hygiène contribue à la prolifération des maladies d'origine hydrique. D'après ces résultats, nous recommandons **l'aménagement/réhabilitation des points d'eau, la construction de latrines hygiéniques communautaires (avec la mise en place de comités de gestion et de de brigades d'hygiène)**. Il est aussi nécessaire d'organiser des **séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et d'assainissement (la construction/utilisation des latrines familiales et l'aménagement de trous à ordures)** et la **dotation des ménages en kits d'hygiène afin de leur permettre d'accroitre leur capacité de stockage de l'eau de boisson**.

Logistique

L'axe Lombwa - Kabeya mayi s'étend sur 35 km et est **accessible à tous types d'engins roulant, en toutes saisons**.

Pour plus d'information

Maxime VERGER
Coordinateur de zone Ex-Katanga
Kalemie, ACTED – RDC
Maxime.verger@acted.org

Haby Sy Savané
Responsable Suivi et Evaluation Pays
Kinshasa, ACTED – RDC
haby.sy-savane@acted.org

Annexe 1 : Démographie de l'axe évalué

Localités enquêtés	Avant la crise				Actuellement				Villages de provenance
	Total individus	Total ménages	Ménages déplacés	Ménages autochtones	Total individus	Total ménages	Ménages déplacés	Ménages autochtones	Ménages déplacés
Kayunzu	570	95	0	95	2346	391	279	112	Kalima, Senga, Kilwa, Kasolo, Kankwala, Panda, Kayuba, Kukendi, Katala, Mitiba, Kahukuhuku, Katala, Mukumbe, Kabila, Tambwema.
Mansenda	180	30	0	30	300	50	13	37	
Kalombo	690	115	0	115	2718	453	297	156	
Musululu	510	85	0	85	870	145	33	112	
Muhuya	198	33	0	33	630	105	62	43	
Sumpa	402	67	0	67	720	120	23	97	
Masala	354	59	0	59	588	98	24	74	
Masamba	426	71	0	71	948	158	59	99	
Katwangaba	174	29	0	29	780	130	89	41	
Kalundu	336	56	0	56	792	132	46	86	
Lombwa	462	77	0	77	2424	404	296	108	
Kabeya mayi	888	148	0	148	2826	471	266	205	
Total	**5190**	**865**	**0**	**865**	**15942**	**2657**	**1487**	**1170**	

Annexe 2 : Nombre des cas de maladies les plus répandues dans les CS de l'axe au cours des [trois] derniers mois

Maladies	Cas chez les enfants de < 5 ans	Cas chez les personnes > 5 ans	Total de cas
CS Kabeya mayi			
Typhoïde	0	2	2
Amibiase	7	9	16
Diarrhée simple	49	34	83
Ascaridiose	10	4	14
Paludisme	156	57	213
Infection Rhumatismale Aigue	132	31	163
Anémie	23	5	28
Malnutrition	165	84	249
CS MASAMBA			
Typhoïde	0	4	4
Diarrhée simple	52	23	75
Paludisme	113	104	217
Infection Rhumatismale Aigue	64	61	125
Malnutrition	312	108	420

Annexe 3 : Cartographie des sites enquêtés